

Décret n° 616/PR/MEFEPEPN

du 30 août 2002

portant classement

du parc national de Moukalaba-Doudou

Le président de la République, chef de l'État,
 Vu la Constitution,
 Vu les décrets n° 127/PR et n° 128/PR des 26 et 27 janvier 2002 fixant la composition du gouvernement de la République;
 Vu la loi n° 14/63 du 8 mai 1963 fixant la composition du domaine de l'État et les règles qui en déterminent les modes de gestion et d'aliénation;
 Vu la loi n° 16/2001 du 31 décembre 2001 portant code forestier en République gabonaise;
 Vu l'ordonnance n° 6/2002 du 22 août 2002 portant modification de certaines dispositions de la loi n° 16/2001 du 31 décembre 2001 portant code forestier en République gabonaise;
 Vu le décret n° 1746/PR/MEF du 29 décembre 1983 fixant les attributions et l'organisation du ministère des eaux et forêts;
 Vu le décret n° 184/PR/MEFCR du 4 mars 1987 fixant les modalités de classement et de déclassement des forêts de l'État;
 Vu le décret n° 192/PR/MEFCR du 4 mars 1987 réglementant l'exercice des droits d'usages coutumiers;
 Vu l'arrêté n° 1484/PR/MEF du 17 novembre 1962 portant classement de l'aire d'exploitation rationnelle de faune de la Moukalaba-Dougoua;
 Vu le décret n° 105/PR/MEFR du 23 janvier 1998 portant classement du massif forestier des monts Doudou en aire d'exploitation rationnelle de faune;
 Le Conseil d'État consulté;
 Le conseil des ministres entendu;

Décrète :

Article 1^{er} .- Le présent décret, pris en application des dispositions des articles 9, 75, 76 et 90 de la loi n° 16/2001 du 31 décembre 2001 susvisée, porte classement du parc national de Moukalaba-Doudou.

Article 2 .- Est classée en parc national dit parc national de Moukalaba-Doudou, une zone d'une superficie de 449.548 hectares, située dans les provinces de la Nyanga et de l'Ogooué-Maritime.

Article 3 .- Les limites du parc national de Moukalaba-Doudou sont les suivantes :

- le point A situé à 1,89391°S, 10,22702°E au confluent d'un affluent du Rembo Ndogo avec une rivière;
- suivant cette rivière au point B sur le confluent avec un ruisseau situé à 1,90675°S, 10,27062°E;
- suivant ce ruisseau jusqu'à sa source au point C situé à 1,89745°S, 10,30983°E;
- suivant une ligne droite de huit cents mètres dans la direction est jusqu'au point D situé à 1,8951°S, 10,30983°E sur un cours d'eau;
- suivant le cours d'eau jusqu'à son confluent avec une rivière au point E situé à 1,88686°S, 10,30983°E;
- suivant la rivière jusqu'à son confluent avec un ruisseau au point F situé à 1,89487°S, 10,33125°E;
- suivant le ruisseau jusqu'à sa source au point H situé à 1,90622°S, 10,35629°E;
- suivant une ligne droite d'un kilomètre quatre cents mètres dans la direction sud-est jusqu'au point I situé à 1,91422°S, 10,36558°E sur la source d'un ruisseau;

- suivant le ruisseau jusqu'à son confluent avec un cours d'eau au point J situé à 1,93203°S, 10,39397°E;
- suivant le cours d'eau jusqu'à son confluent avec une rivière au point K situé à 1,93616°S, 10,41565°E;
- suivant une ligne droite de cinq kilomètres huit cents mètres dans la direction sud-est jusqu'à la rivière Dougoua au point L situé à 1,96765°S, 10,45669°E;
- suivant la rivière Dougoua jusqu'à un confluent au point M situé à 2,35160°S, 10,59643°E;
- le point N situé à 2,7464°S, 10,7677°E sur le confluent des rivières Grande Moukalaba, Moukalaba-Doudou et Nyanga;
- suivant la rive droite de la rivière Nyanga, jusqu'au point O situé à 2,8301°S, 10,6781°E;
- suivant une ligne droite dans la direction sud-ouest jusqu'au point P situé à 2,8744°S, 10,6250°E;
- suivant une ligne droite dans la direction sud jusqu'au point Q situé sur la rive droite de la rivière Pissembi à 2,9266°S, 10,6260°E;
- suivant la rive droite de la rivière Pissembi jusqu'au point R sur le bord des marais inondés du sud du lac Mandjé, situé à 2,9729°S, 10,5088°E;
- suivant le bord du marais du lac Mandjé au sud jusqu'à l'embouchure de la rivière Douigni au point S situé à 3,1639°S, 10,5974°E;
- suivant la rive droite de la rivière Douigni jusqu'à la terre ferme de la plaine Ouanga au point T situé à 3,2102°S, 10,5452°E;
- suivant le bord entre les marais du lac Mandjé et la plaine Ouanga nord-ouest jusqu'au point U sur la rive gauche de la rivière Ouanga situé à 3,10569°S, 10,46028°E;
- suivant la rive gauche de la rivière Ouanga jusqu'à son confluent avec la rivière Nyanga au point V situé à 2,9827°S, 10,3148°E;
- remontant la rive gauche de la rivière Nyanga jusqu'au point W à l'est du village d'Igotchi situé à 2,82420°S, 10,56394°E;
- suivant une ligne droite au nord jusqu'au point X situé à 2,7563°S, 10,5620°E;
- suivant une ligne droite à l'est jusqu'au point Y sur la rivière Mouinoé situé à 2,7563°S, 10,52455°E;
- suivant la rive gauche de la rivière Mouinoé jusqu'au point Z situé à 2,73266°S, 10,38474°E;
- suivant une ligne droite à l'ouest jusqu'au point AA sur un ruisseau affluent du lac Mandjé situé à 2,70507°S, 10,32862°E;
- suivant la rive gauche de ce ruisseau jusqu'au point BB situé à 2,65486°S, 10,34831°E;
- suivant une ligne droite au nord-ouest jusqu'au point CC sur la rive gauche de la rivière Bibongo situé à 2,62434°S, 10,31188°E;
- suivant la rive gauche de la rivière Bibongo jusqu'à son embouchure dans la lagune Ndogo au point DD situé à 2,63320°S, 10,21933°E;
- suivant le bord de la lagune Ndogo jusqu'au point EE sur la rive droite de l'embouchure de la rivière Rembo Ndogo situé à 2,54163°S, 10,13170°E;
- remontant la rive gauche de la rivière Rembo Ndogo jusqu'au point A.

Article 4 .- Un règlement intérieur sera établi, après consultation du conseil national des parcs nationaux, pour définir les modalités de gestion et de contrôle des activités ou de la circulation autorisées en fonction des zones de protection à définir à l'intérieur du parc national.

Article 5 .- La gestion du parc national, selon les modalités définies par le règlement intérieur visé ci-dessus, est placée sous la tutelle du ministère chargé des eaux et forêts.

Article 6 .- Conformément aux dispositions des articles 79 et 80 de la loi n° 16/2001 du 31 décembre 2001 susvisée, le parc national de Moukalaba-Doudou fera l'objet d'un plan d'aménagement rendu exécutoire par décret pris en conseil des ministres.

Article 7 .- A l'intérieur du parc national de Moukalaba-Doudou, les activités touristiques sont organisées selon le plan d'aménagement prévu à l'article 6 ci-dessus.

Toutes autres activités sont normalement interdites dans les limites du parc national à l'exception de celles résultant de droits d'usages coutumiers.

Article 8 .- Les infractions au présent décret sont réprimées conformément aux dispositions du titre VII de la loi n° 16/2001 du 31 décembre 2001 susvisée.

Article 9 .- Des textes réglementaires déterminent, en tant que de besoin, les dispositions de toute nature nécessaires à l'application du présent décret.

Article 10 .- Le présent décret sera enregistré, publié selon la procédure d'urgence et communiqué partout où besoin sera.

* Fait à Libreville, le 30 août 2002

El Hadj Omar Bongo

Par le président de la République, chef de l'État,

Le premier ministre, chef du gouvernement,

Jean-François Ntoutoume Emane

Le ministre de l'économie forestière, des eaux,

de la pêche, chargé de l'environnement

et de la protection de la nature

Émile Doumba

Le ministre d'État, ministre de l'économie,

des finances, du budget et de la privatisation

Paul Toungui

Le ministre de l'intérieur, de la sécurité publique

et de la décentralisation

Idriss Ngari

Le ministre de la défense nationale

Ali Bongo

Le ministre du tourisme et de l'artisanat

Jean Massima

Le garde des sceaux, ministre de la justice

Honorine Dossou Naki